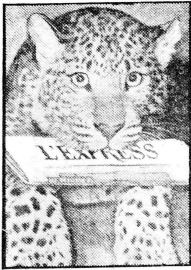


# « L'EXPRESS » A CINQ ANS



**L'**EXPRESS a cinq ans cette semaine.

Nous n'avons guère, aujourd'hui, le cœur à célébrer par des réjouissances et anniversaires. Nous n'avons pas non plus la vue si courte que la réussite de notre journal masque l'échec d'une partie de nos espoirs.

Il n'est pas aisé de conserver à un journal sa liberté d'expression, son indépendance à l'égard de tous pouvoirs et son autonomie financière.

Grâce à la fidélité de nos lecteurs et au dévouement de notre équipe, nous y sommes parvenus et nous pouvons, sur ce plan, être confiants pour l'avenir.

Tout cela est fort bien. Mais pour quoi faire ? Dans le premier numéro de « L'Express » — 12 pages en date du 13 mai 1953 — nous définissions ainsi notre but :

« Nous espérons être en mesure de participer, pour notre part, au travail de démythification dont le pays a un si urgent besoin. Il faut déchirer l'écrasant filet de complaisances, de solidarités, de fausse euphorie qui enserrait la nation et l'amène à l'immobilisme en attendant un irrémédiable pourrissement. Il faut dire la vérité, telle que nous la voyons, sur la stagnation de notre économie, la vétusté de notre armée, le silence de notre diplomatie. Il faut aussi définir les conditions d'un redressement.

« La France semble impuissante devant la décadence qui la menace et qui peut, dans quelques années, être devenue irrémédiable. Dans la course entre la décadence et la vérité, et avant qu'il ne soit trop tard, nous prenons à notre tour le départ. »

**A** la page voisine, un homme dont le nom n'était guère familier aux Français définissait, dans le premier « entretien de « L'Express », les conditions du redressement et déclarait : « La France peut supporter la vérité ». C'était Pierre Mendès France.

Trois semaines après, le cabinet René Mayer

tombait. M. Mendès France, appelé pour la première fois par le Président de la République, tenait dans son discours d'investiture de dire publiquement la vérité du moment. Le Parlement lui refusait sa confiance. Et l'accordait bientôt à M. Joseph Laniel. Un an plus tard, c'est Dien-Bien-Phu.

Le 28 mai 1954, le ministre de la Défense nationale nous offre, pour notre premier anniversaire, une perquisition, à l'aube, dans nos bureaux. Les scellés ont été apposés dans la nuit. « L'Express » est saisi sur tout le territoire : il pose une question : « Monsieur Pleven, où sont nos légions ? » Et il donne une réponse : le rapport Ely-Salan sur la situation en Indochine.

Le cabinet Laniel tombe. Il ne pouvait pas descendre plus bas. M. Mendès France est de nouveau appelé par le Président de la République. Le Parlement lui accorde l'investiture. Et pendant quelques mois, il semble que le pays va sortir des marécages où on le voit embourber.

De tous côtés, on s'arc-boute, on soulève, on tire, on pressent la victoire possible sur les vieilles habitudes de mensonge, de facilité, de mendicité goguenarde à l'égard des Etats-Unis. On reprend confiance en l'avenir d'une France libérale, d'une classe dirigeante hardie, capable de se réformer à l'intérieur et de faire l'économie d'une décolonisation sanglante.

Et puis, la France un temps soulevée retombe : le poids inerte la comprime sur le poids dynamique. Un an plus tard, c'est Gilbert Grandval qui est « lâché », au moment où son plan donne à la France une dernière chance en Afrique du Nord.

La guerre d'Algérie va désormais exhiber toutes nos plaies ouvertes : elle n'est pas la cause de notre impuissance à nous redresser, elle en est la preuve.

Le 6 février 1956, M. Guy Mollet reçoit sur la figure de l'Etat les tomates pourries que l'on sait. Et les avale. Ce n'est qu'un début. Il faudra en avaler bien d'autres.

**Q**UEL combat nous reste-t-il à mener ? Que pouvons-nous, presque seuls ? Quel sens cela a-t-il de s'obstiner à crier dans le désert ? C'est une bien vaine satisfaction que de lire aujourd'hui dans « Le Figaro » ce que « L'EX-

press » écrivait il y a deux ans. Avoir raison contre la politique de son pays n'est pas de nature à réjouir le cœur.

Lors de notre troisième anniversaire, la tentation fut grande de mettre la clé sous la porte. Si nous n'y avons pas cédé, nous le devons peut-être à ceux qui souhaitent trop visiblement nous voir disparaître. Nous servions donc à quelque chose ?

Ils ont envoyé Jean-Jacques Servan-Schreiber en Algérie. Lorsqu'il est rentré, après sept mois, ils l'ont inculpé. L'instruction ouverte devant le tribunal militaire à la suite de son témoignage « Lieutenant en Algérie » se poursuit chaque semaine.

Ils ont saisi notre journal en Algérie une fois sur deux. Puis ils l'ont saisi en France.

Un ou deux jours par semaine, nous travaillons sous la garde de la police qui protège l'entrée de l'immeuble où se trouvent nos bureaux.

Pour quoi faire ?

Lorsque nous nous posons la question, l'un ou l'autre répond :

« Pour publier le dossier André Morice. Pour publier le récit de Léone Mezurat. Pour publier l'article de Sartre. Pour publier les discours de Mendès France. Pour publier, cette semaine, l'intervention de Pierre Clostermann à l'Assemblée. Pour que François Mauriac témoigne chaque semaine aux yeux du monde que la France n'a pas seulement la voix de M. Lacoste. Pour sauver l'honneur, s'il ne reste plus que cela à sauver... »

Bien sûr. Mais le temps est venu de constater que ces cinq années ont profondément modifié la physionomie de la France, et que les espoirs comme les désespoirs de 1953 sont dépassés.

Nous essayerons donc, au cours de notre sixième année d'existence, celle qui commence, de définir une politique conforme non pas à des vœux platoniques mais aux réalités nouvelles de 1958.

Si « L'Express » est vivant, nous le devons à nos lecteurs. Nous leur devons en retour de leur engagement que nous avons pris le 13 mai 1953 à dire la vérité telle que nous la voyons, telle que nous la verrons.

*Françoise Giroud.*

en Algérie l'ont entendu prononcer ces paroles. Tous y compris les généraux Salan et Massu. La semaine dernière, M. Lacoste se rendit en France. En Dordogne, il fit un discours où il était question encore du « Dien-Bien-Phu diplomatique ». Cette phrase a agi comme un signal pour ceux d'Alger. Lorsque M. Pflimlin fit sa déclaration vendredi dernier, « L'Echo d'Alger », sous la signature de M. de Sérigny, rapprocha habilement les paroles de M. Lacoste des intentions de M. Pflimlin : c'était avec ce dernier que le Dien-Bien-Phu aurait lieu.

## Salan hésite

Les manifestations furent annoncées. M. Pflimlin demanda qu'elles fussent interdites et dépêcha à Alger son directeur de Cabinet pour rassurer les chefs militaires quant à ses intentions. Ceux-ci ne voulurent rien savoir. M. Pflimlin demanda alors à M. Chaban-Delmas d'intervenir. Le

ministre de la Défense nationale fit un moment hésiter le général Salan. Mais les suggestions de M. Chaban-Delmas étaient d'autant moins convaincantes que depuis quelques mois l'un de ses collaborateurs, M. Léon Delbecq, avait pris contact à Alger avec toutes les organisations ultras et pratiquement animé la grève du 26 avril. On retrouve d'ailleurs M. Delbecq aujourd'hui parmi les membres du « Comité de Salut public ».

C'est alors que le colonel Trinquier, lui aussi membre du comité de Salut public et qui, dans la fameuse Unité territoriale blindée, créée l'an dernier à Alger, était l'homme du comité de Vigilance, décida de faire pression sur le général Salan. Il réussit à en persuader son chef direct le général Massu.

Jusqu'au dernier moment, le général Salan avait reculé la décision. Il n'avait pas bonne presse dans toutes les organisations d'autodéfense. Les anciens officiers d'Indochine le méprisaient. Les colonels des régiments de parachutistes bafouaient son autorité. Le général en chef de l'armée française en Algérie n'avait plus qu'un seul but, c'était de reconquérir du prestige auprès de ses pairs.

## Victoire complète

Aussi lorsque le général Massu, plus mystique que jamais, vint lui dire qu'il n'était plus possible désormais de se dérober à la mission nationale dont l'histoire investissait l'armée, il céda en croyant reprendre un rôle. Ce fut peine perdue. Il ne fut pas désigné parmi les membres du Comité de Salut Public, il fut conspué à la manifestation de mardi dernier.

A vrai dire, dès le moment où Massu était conquis et Salan neutralisé, la victoire des organisations civiles et militaires insurrectionnelles était complète. De M. Lacoste, les ultras n'avaient peur que lorsqu'il avait l'appui de l'armée. Mais les jeunes colonels, eux, n'avaient aucune peur du ministre de l'Algérie. Celui-ci les couvrait toujours. Dans l'affaire de l'interception de l'avion de Ben Bella, dans la bataille d'Alger, les tortures, la Commission de Défense des Libertés individuelles, le bombardement de Sakiet, ils l'avaient mis devant le fait accompli et M. Lacoste avait entériné glorieusement. Cette fois, tout marchait à merveille puisque, fait unique, M. Lacoste précédait au lieu de suivre.

Mais encore une fois, ce ne devait pas être pour mardi. A 18 h. 30, la

manifestation au monument aux morts à la mémoire des trois soldats exécutés par le F.L.N. se terminait et tous les généraux s'apprêtaient à regagner leur domicile et à attendre les informations de Paris, lorsque les groupes d'autodéfense des étudiants, sur le signal du lieutenant de parachutistes Lagailarde, décidèrent d'occuper le gouvernement général. Les gardes mobiles s'y opposèrent. Un bataillon de parachutistes arriva. Les gardes mobiles furent retirés après qu'il eut quelques blessés et que les parachutistes se furent abstenus de toute intervention. C'est, semble-t-il, à ce moment qu'on précipita la mise en place du dispositif et que les quatre officiers parachutistes et les sept leaders du Comité de Vigilance décidèrent la création du Comité de Salut Public. Au lieu d'attendre la constitution désormais probable du gouvernement Pflimlin, pour s'y opposer « par tous les moyens » — comme le recommandait un tract particulièrement violent de l'U.S.R.A.F. de MM. Soustelle et Bidault — on empêcherait la constitution de ce gouvernement. Le vœu de M. Bidault était réalisé :

« On préférerait pleurer sur la République que sur l'Algérie française. »

Quelques heures après, une foule victorieuse envahissait les rues d'Alger pour fêter la victoire de l'armée sur Paris : « L'armée est de cœur avec vous. Nous sommes d'accord avec vos dirigeants pour rester ici (au gouvernement général) en attendant la réponse de Paris. Nous ne quitterons ces lieux que lorsque le Comité de Salut Public sera formé à Paris. » Tel était le message du général Massu. Les Français d'Algérie, délinquants et délinquants de la peur qu'on leur avait inculquée pendant des semaines et des semaines, hurlaient : « Vive l'armée ! » Il avait suffi de quatre jours à « L'Echo d'Alger », aux ultras, à M. Lacoste pour transformer M. Pflimlin en traître et persuader tous les Européens d'Alger qu'ils seraient jetés à la mer avant octobre par les Arabes.

## Lacoste à Paris

Au courant de tout, mais n'ayant pas voulu prendre ses responsabilités jusqu'au bout, M. Lacoste, qui s'était cru Clemenceau, était resté à Paris. Le général Massu, dans un égarement dont il a déjà offert quelques exemples entre deux crises de conscience, s'est, lui, pris pour de Gaulle. M. Lacoste a vaincu, provoquant le déchi-

rement de la France, ne laissant à Alger que des victimes futures. Il s'est pris lui-même à un jeu diabolique. A force de menacer Paris d'un soulèvement de l'armée si l'on n'adoptait pas totalement sa politique, il a fini par provoquer lui-même ce soulèvement. Comme Jacques Soustelle il s'est identifié à la France en Algérie, et a cru que son départ justifiait tous les bouleversements puisqu'il signifiait l'agonie française. Mais il n'a même pas su aller jusqu'au bout, et c'est un homme misérable, renié, dépassé qui a parlé à ses interlocuteurs poujadistes de sa fidélité au parti socialiste.

JEAN DANIEL

## PARLEMENT

### Les yeux s'ouvrent

● Le lent mûrissement de la crise politique a contribué — peut-être trop tard — à balayer une série de mensonges. Pour la première fois depuis longtemps, c'est en fonction de la réalité que les leaders politiques ont pris leurs responsabilités.

**L**A veille de la séance d'investiture, M. Pierre Pflimlin reçoit M. Guy Mollet dans le vaste bureau du ministre des Finances, dont les fenêtres ouvrent sur la place du Carrousel, deux hommes sont graves, silencieux. Le leader M.R.P. vient d'informer son visiteur des nouvelles qu'il a reçues d'Alger ; des manifestations se préparent, organisées par les mouvements « ultras » ; deux chefs militaires, dans une lettre à leurs supérieurs, critiquent les projets de M. Pflimlin. A Paris, on craint également pour le lendemain des démonstrations anti-républicaines. M. Guy Mollet est « noir ».

« Ne craignez-vous pas, dit-il, d'être le dernier président du Conseil de la IV<sup>e</sup> République ? — C'est possible, répond

**ELYSÉES SOIERIES**

**CHEMISES :** 3 longueurs de manches par encolure

**PYJAMAS :** dans leurs nouvelles conceptions Modèles déposés

**PANCHERO :** modèle déposé, et son complément : le SARONG.

**PANTALONS :** et SHORTS, tous relans

**CRAVATES :** Dessins atèques, motifs brodé, etc. Sur mesure, de 145 à 220 F.

55, CHAMPS ELYSÉES